

Elevages  
9, rue du sabot  
22440 PLOUFRAGAN

PLOUFRAGAN, le 12/12/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **SCEA LE COSQUER**

Mr YANN ETIENNE  
26 rue de la chapelle de Cadelac  
22600 Loudéac

Code AIOT : 0052202300

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/11/2022 dans l'établissement SCEA LE COSQUER implanté LE COSQUER 22160 LOHUEC. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Inspection dans le cadre du suivi de la mise en demeure du 13 octobre 2021.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCEA LE COSQUER
- LE COSQUER 22160 LOHUEC
- Code AIOT : 0052202300
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La SCEA LE COSQUER est une exploitation de poules pondeuses autorisée par arrêté modificatif du 22 janvier 2014 pour 146 000 emplacements. Il s'agit donc d'un élevage relevant de la directive IED. Le jour du contrôle, et depuis plusieurs mois, le bâtiment P4, autorisé à héberger 80 000 volailles était à l'arrêt ; celui-ci avait été vidé des cages destinées à héberger les animaux.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suite à la mise en demeure du 13 octobre 2021, la présente visite a pour objet de vérifier le

retour à la conformité sur les points suivants :

- présence et effectivité des gaines de pré-séchage des fientes dans les bâtiments et de séchage en sortie de ceux-ci. Le produit ainsi obtenu, issu des fientes, doit atteindre des caractéristiques (notamment sissité) correspondant au produit normé attendu. Un dysfonctionnement de ce procédé engendrerait en effet un risque de fuite dans le milieu par des fientes insuffisamment sèches et un sous-dimensionnement des ouvrages de stockage du fait de tas de déjections qui ne tiennent pas.
- présence et effectivité des équipements de récolte, de stockage et de traitement des effluents afin d'éviter toute fuite dans le milieu naturel.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Conformité de l'installation à la demande d'autorisation/enregistrement	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3	/	Suspension	
2	Étanchéité des ouvrage de stockage d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II	/	Suspension	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection fait suite à la mise en demeure du 13 octobre 2021 qui portait :

- 1- d'une part sur un procédé non opérationnel de pré-séchage et séchage des fientes ne garantissant pas leur traitement tel que prévu dans l'autorisation de l'exploitant (arrêté du 8 décembre 2008 modifié le 22 janvier 2014) afin d'éviter toute nuisance relative à la gestion des déjections.
- 2- d'autre part sur la collecte, le transport et le traitement des fientes vers les hangars de traitement.

Les constats réalisés le 24 novembre 2022 relèvent :

- 1- le dispositif de pré-séchage et de séchage des fientes attendu n'est pas opérationnel. Des fientes et jus souillées sont constatés à proximité du hangar de séchage stockage les déjections issues des bâtiments P2 et P3.
- 2- de nombreuses fuites dans le milieu sont observées du fait de l'absence d'étanchéité du réseau de collecte des fientes, de la défaillance du convoyeur du poulailler P2 non raccordé au hangar de stockage et de défauts d'entretien (fosse géomembrane, sol bétonné,...).

Il s'agit de non conformités récurrentes déjà observées le 13 février 2015 et ayant fait l'objet de suites administratives à l'époque (mise en demeure).

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Conformité de l'installation à la demande d'autorisation/enregistrement**

<b>Référence réglementaire :</b> - Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3 - Arrêté préfectoral du 22/01/2014 modifiant l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2008, article 2 - Arrêté préfectoral portant mise en demeure en date du 13 octobre 2021 concernant l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 22/01/2014 qui prévoit les modalités de gestion des fientes en vue de la fabrique d'engrais et support de culture.
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Implantation – Aménagement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation/d'enregistrement. L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.
<b>Constats :</b> NON CONFORME : Les gaines de pré-séchage et le tunnel de séchage ne sont pas mis en œuvre, afin d'obtenir un produit sec et normalisé. Lors de l'inspection, il a été constaté que les fientes sont humides : le tas de fientes ne tient pas en hauteur.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Suspension

**N° 2 : Étanchéité des ouvrage de stockage d'effluents**

**Référence réglementaire :**

- Arrêté Ministériel du 27/12/2013, articles 11-II et 23-I
- Arrêté préfectoral portant mise en demeure en date du 13 octobre 2021 concernant les points suivants :
  - l'article 23-I de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié qui prévoit que les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage sont dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.
  - l'article 23-III de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié qui prévoit que tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanche et dirigées vers les installations de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents.

**Thème(s) :** Élevage, Pollution accidentelle/DN

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Article 11-II

Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.

Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité.

Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er juin 2005 et avant le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.

Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.

Article 23

I. Tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers les équipements de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents d'élevage.

Le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage est tenu à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.

III. - En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les capacités minimales des équipements de stockage des effluents d'élevage répondent aux dispositions prises en application du [2° du I de l'article R. 211-81 du code de l'environnement](#).

**Constats :**

NON CONFORME :

Lors de l'inspection, il a été constaté que :

- la fosse géomembrane destinée à récupérer les eaux souillées, située au nord du site, n'est pas étanche. On observe en effet la présence d'arbre avec des racines dans cette fosse ce qui induit l'infiltration d'eaux souillées dans le milieu.
- le convoyeur du poulailler P2 n'est plus raccordé au hangar de stockage des fientes. Celles-ci sont évacuées sur l'aire bétonnée extérieure, qui n'est pas étanche. La présence de fissures est en effet observée. Un télescopique reprend ensuite les fientes pour les transférer dans le petit hangar de stockage.
- le convoyeur situé entre le poulailler P4 et le grand hangar de stockage n'est plus fonctionnel et est en mauvais états (capots de protection absents ou non jointifs, présence de fientes sous celui-ci) ; par temps pluvieux, de la pluie tomberait sur les fientes avec risque de pollution au milieu via cette eau de pluie.
- la surface bétonnée entre les poulaillers et les hangars de stockage n'est pas étanche. Il est

observé la présence de fientes mélangées à de l'eau de pluie qui percolent dans le sol via les fissures et les trous de cette dalle non étanche.

- les gouttières sont, pour la majorité, absentes ou inutilisables. De la végétation est notamment observée dans la gouttière ouest du bâtiment P2. Cette absence de gestion opérationnelle des eaux pluviales entraîne un mélange avec les effluents.

Par conséquent, on observe de multiples fuites dans le milieu naturel, sources de pollution chronique.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Suspension